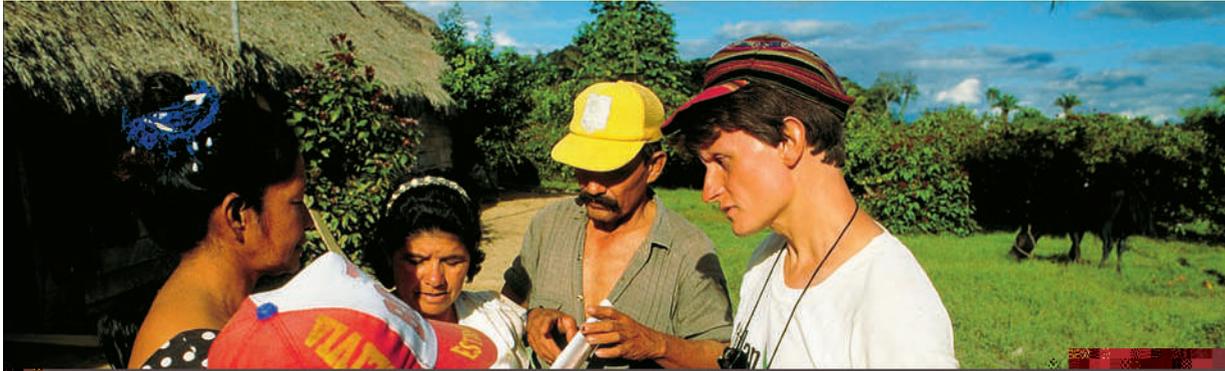


## 7 exemples de partenariats vécus Nord-Sud-Nord

*... L'échange de personnes dans la coopération internationale est une forme de coopération au développement – la rencontre fructueuse d'individus de différentes cultures. En faveur de meilleures conditions de vie dans les pays du Sud...*



Prévention commune  
en santé dans  
l'Amazonie bolivienne



Page de titre:  
Appui pédagogique  
auprès des écoles  
rurales dans les Andes  
boliviennes

## Sommaire

5 Avant-Propos

6 Introduction – L'échange de personnes  
dans la coopération internationale

### Sept exemples

10 Partenariat Mission Bethléem Immensee

14 Partenariat E-Changer

18 Partenariat Groupe Volontaires Outre-Mer

22 Partenariat Interagir

26 Partenariat Interteam

30 Partenariat Mission 21 – Œuvre de mission protestante de Bâle

34 Partenariat SolidarMed



## Introduction

# L'échange de personnes dans la coopération internationale – partenariat équilibré entre les cultures, les institutions et les personnes



**Unité – la Plate-forme suisse pour l'échange de personnes dans la coopération internationale – encourage la solidarité et l'échange de know-how avec les populations défavorisées des pays du Sud. Unité représente 25 organisations suisses, d'orientation technique, socio-politique, religieuse et humanitaire. Celles-ci envoient des professionnels volontaires au Sud, où ils collaborent étroitement avec des organisations non gouvernementales ou publiques, communautaires, ecclésiastiques ou autres.**



L'échange de personnes dans la coopération internationale est une forme de coopération au développement dans laquelle ni l'argent ni la technologie n'occupent le premier plan, mais bien la rencontre fructueuse d'individus de différentes cultures. Ensemble ils œuvrent en faveur de meilleures conditions de vie dans les pays du Sud. Cette collaboration ne prend pas la forme d'un transfert unilatéral de savoir, mais celle d'un échange «entre égaux».

La coopération par échange de personnes pratiquée par les 25 membres d'Unité facilite des professionnels suisses pour des engagements volontaires de trois à cinq ans en moyenne dans les pays du Sud. Cette collaboration directe entre individus du Nord et du Sud rend possible un intensif échange de savoirs et de capacités. Il s'agit là d'une forme optimale de coopération au développement durable et efficace. La mise à disposition de personnes qualifiées dans des programmes de développement des institutions partenaires locales se détermine à partir des besoins concrets sur place. Les coopérants agissent en lien avec la base, permettant ainsi que le partage des réalités quotidiennes avec les populations du Sud se convertisse en expérience centrale de leur engagement.

- De haut en bas:
- Droit à l'éducation (Patagonie)
  - Théâtre scolaire à Trinidad (Amazonie bolivienne)
  - Formation de professeurs d'école primaire

### Effet et plus-value des engagements: «capacity development»

■ D'une part, les professionnels d'Unité renforcent, par le conseil et la formation, les compétences sociales et professionnelles au Sud. Au-delà, ils appuient le développement institutionnel des partenaires Sud et améliorent leurs capacités de mise en réseau. Ces effets à un niveau de politique de développement ont des répercussions sur les conditions cadres, locales, régionales et nationales.

■ D'autre part, cet engagement constitue un apport remarquable au renforcement de la société civile. L'échange de personnes dans la coopération internationale s'entend comme une passerelle entre les sociétés civiles du Nord et du Sud. Il permet une sensibilisation basée sur l'expérience vécue. En outre, ces coopérants mettent à disposition leurs expériences professionnelles dans des conditions de volontariat. Après un engagement au Sud, ils restent souvent actifs dans leurs organisations d'envoi ou dans les domaines sociaux ou des politiques de développement. Ces processus apportent aussi une plus-value en Suisse à travers des compétences professionnelles, sociales et culturelles renforcées.

La coopération par échange de personnes est un partenariat vécu entre cultures, institutions et êtres humains. Les organisations partenaires au Sud et au Nord établissent des ponts entre les régions du monde, restées très différentes malgré la globalisation. Les professionnels suisses engagés au Sud sont les ambassadeurs d'une coopération internationale concrètement vécue. Ils espèrent être des représentants d'une Suisse solidaire.

L'échange entre le Sud et le Nord prend de multiples formes. A côté de partenariats ecclésiastiques dont certains ont plus d'un siècle, on observe aussi des relations ad hoc, par exemple après une catastrophe naturelle. D'autres contenus de coopération peuvent viser les échanges et conseils techniques, voire renforcer l'«empowerment» socio-politique d'acteurs de la société civile, ou encore contribuer, dans la durée, aux processus de construction de la paix («peace building»).

Les engagements de longue durée, d'une moyenne de trois à cinq ans, constituent le noyau de la coopération suisse par échange de personnes, mais les partenariats englobent aussi toute une variété de formes d'échange de personnes: engagements techniques de courte durée, échanges sud-sud, appuis spécifiques à du personnel local, échanges sud-nord, stages professionnels et socio-culturels, ateliers de formation, voyages d'étude ou de formation. Parfois les engagements personnels sont liés à des soutiens financiers de programme.

### Tendance à une vision sur le long terme

Malgré certains projets et engagements de courte durée, on observe une tendance à l'établissement de partenariats dans le long terme. Ceci s'exprime par exemple dans des programmes et stratégies communes, où les priorités et les étapes de développement des partenaires du Nord et du Sud sont établies conjointement. Des valeurs communes, comme les droits humains et la démocratie, l'égalité des cultures et des religions, la justice

### Unité en chiffres

Aujourd'hui, plus de 200 volontaires sont engagés dans le cadre d'Unité. Etre «volontaire» signifie que les professionnels se contentent de conditions de vie modestes, incluant les assurances sociales essentielles. Le budget total des échanges Nord-Sud-Nord des 25 organisations d'Unité se monte à 9,2 millions de francs suisses par an. Les régions principales d'engagement sont l'Amérique latine (62%), l'Afrique (32%) et l'Asie/Océanie (6%). Les domaines d'action principaux sont la santé, le social, l'agriculture, l'éducation ainsi que le développement institutionnel et de PME.

sociale, globale et de genre, la paix et un environnement viable constituent la base des partenariats de la coopération par échange de personnes. Ce chemin du partenariat est porteur pour un développement institutionnel: Les expériences partagées en relation avec le travail de coopération au développement pourront être utiles pour chaque partenaire ainsi que pour toute population bénéficiaire concernée.

### Valeurs essentielles du partenariat

Cinq valeurs de base élémentaires empreignent le partenariat dans la coopération par échange de personnes:

1. Réciprocité
2. Équité
3. Dialogue ouvert
4. Compréhension réciproque entre cultures
5. Effets conjoints

### Valeurs que nous précisons de la manière suivante:

- 1. Réciprocité:** les relations entre les partenaires Nord et Sud reposent sur des valeurs, des motivations et des visions communes. Des objectifs clairement reconnus et définis débouchent sur des activités conjointes fructueuses.
- 2. Équité:** sous ce terme, nous comprenons une relation évolutive et dynamique, caractérisée par la créativité, la valorisation du partenaire et la complémentarité des apports.
- 3. Dialogue:** il repose sur le respect des différences, la confiance mutuelle et les responsabilités partagées dans le dialogue et la critique constructive.
- 4. Compréhension entre cultures:** la coopération sera la plus solide là où sont présents un grand potentiel de sensibilisation, une compréhension mutuelle et une mobilisation sociale.
- 5. Effets conjoints:** la collaboration et les résultats sont optimaux quand les deux partenaires sont bien ancrés dans la population.

### Types de partenariat

L'échange avec des partenaires Sud, tel qu'il est compris par la coopération suisse par échange de personnes, connaît quatre orientations.

#### 1. Partenariat socio-politique

Les deux partenaires sont des organisations très ancrées dans la société

civile, très engagées dans des actions en faveur de la défense des droits des citoyens économiquement et socialement défavorisés ou cibles d'abus et d'injustices permanentes de la part de secteurs plus riches et influents de la société. Le questionnement des relations inégales entre le Nord et le Sud et l'engagement en faveur d'une mondialisation à visage humain sont les axes principaux de leurs actions.

**Objectif:** Echange de compétences sociales et professionnelles dans un esprit d'engagement socio-politique en faveur d'une cause bien définie et qui transcende les objectifs directs du projet ou de l'affectation. L'information et la sensibilisation des populations civiles respectives constitue en outre un axe essentiel de ce type de partenariat.

Certains partenaires de cette catégorie élargissent leur champ d'action dans le domaine du renforcement de la paix (par exemple par la mise sur pied de «Services civils pour la paix» (Ziviler Friedensdienst).

#### 2. Partenariat technique

Les deux partenaires sont avant tout des organisations pourvoyeuses de compétences et de prestations techniques dans différents secteurs d'activité professionnelle. L'appui technique et la formation professionnelle sont donc les éléments essentiels de ce type de partenariat. Ils sont orientés de façon ciblée vers un groupe de population bien déterminé.

**Objectif:** Mise à disposition de compétences avant tout techniques en faveur d'or-

ganisations du Sud travaillant dans la production et la formation.

#### 3. Partenariat religieux

Les relations de partenariat ont une importante assise historique liée aux premières missions des Eglises. Elles sont caractérisées par une profonde connaissance mutuelle des partenaires.

Les projets d'affectation sont en général très structurés et bénéficient souvent d'une large reconnaissance institutionnelle dans la population du pays ou de la région.

**Objectif:** Activités de pastorale intégrale comprenant des échanges d'ordre spirituel, religieux et théologique, ainsi que la mise à disposition de compétences sociales et techniques dans le cadre de projets d'églises du Sud et dans les domaines de la production et de la formation.

#### 4. Partenariat humanitaire

Les partenaires sont spécialisés dans le domaine de l'assistance humanitaire, l'aide d'urgence et/ou le transfert et la formation techniques orientés vers la reconstruction ou le renforcement d'infrastructures sociales de base comme des foyers d'accueil, des centres de nutrition ou des hôpitaux.

**Objectif:** Mettre à disposition et coordonner les moyens techniques et les compétences qui permettent de répondre à brève échéance aux besoins les plus aigus d'une population du Sud concernée. Dispenser des formations utiles pour consolider au mieux, et de façon durable, le mieux-être de cette même population.



Journée de l'environnement dans une école à Trinidad (Amazonie bolivienne)

# exemple

## 1. Partenariat Mission Bethléem Immensee

### 1. Partenaires Nord et Sud Mission Bethléem Immensee BMI

La Mission de Bethléem Immensee BMI est une organisation chrétienne active dans la coopération au développement par échange de personnes, au service d'une libération intégrale des êtres humains défavorisés en Amérique latine, Afrique, Asie et Europe. Dans les pays d'engagement, BMI collabore avec des organisations religieuses et de la société civile, lesquelles sont ainsi appuyées par des professionnels suisses pour des tâches spécifiques et la mise en réseau international. A travers ces engagements, des passerelles vers d'autres cultures et religions sont créées. En outre, la BMI concrétise sa mission de politique de développement dans l'opinion publique suisse à travers des campagnes d'information et de lobbying sur la problématique Nord-Sud. Avec son centre de formation de la Maison Romero (RomeroHaus) à Lucerne et à travers sa revue «Wendekreis», BMI offre une plate-forme aux voix des autres continents.

### Social Action and Development Center SADC

Le partenaire philippin sur l'île de Luzon est le Vicariat apostolique de Bontoc-Lagawe, en particulier son bras social: le Social Action and Development Center SADC. Le Vicariat se compose de 21 paroisses parfois dispersées dans les montagnes. Il peut compter sur de jeunes prêtres indigènes dynamiques et des

formes démocratiques d'élection de l'évêque. Le Vicariat favorise depuis quinze ans le développement de communautés ecclésiales de base, pour lesquelles le SADC s'est développé de manière complémentaire au programme pastoral du Vicariat. Les activités principales concernent des projets intégraux dans les domaines de la paix et de la justice (jusqu'à récemment ces régions montagneuses étaient le théâtre de confrontations de type guérilla), de soutien aux peuples indigènes, de la Good Governance et de la préservation de l'environnement (biodiversité, agroforesterie biologique, gestion des déchets et les activités correspondantes de sensibilisation). Le SADC bénéficie d'une réputation favorable auprès de la population de par son suivi critique des acteurs et des processus sociaux et étatiques.

### 2. Le partenariat Renforcement des communautés ecclésiales de base

Le développement du partenariat entre la BMI et le Vicariat de Bontoc-Lagawe est étroitement lié à la personnalité de l'évêque Francisco Claver S. J., un anthropologue de Luzon d'origine indigène, ouvert sur le monde et préoccupé par le développement de la base. Avant son retour dans sa patrie montagneuse, il assumait des responsabilités dans l'île de Mindanao (sud des Philippines) où il a développé pendant douze ans une coopération

avec la BMI, relation qu'il avait l'intention de poursuivre sur son nouveau terrain d'action.

Grâce à un prêtre de la BMI, auparavant actif pendant cinq ans avec l'évêque Claver dans un programme intégral à Mindanao, ce nouveau départ a pu rapidement prendre une dynamique propre. A travers l'appui de six autres professionnels volontaires, différents domaines ont été renforcés thématiquement et institutionnellement: l'organisation, l'accompagnement et le renforcement des communautés ecclésiales de base, le travail social et avec la jeunesse, la promotion de la santé ainsi que la gestion durable des ressources naturelles, en particulier l'agroforesterie. Ce dernier thème est assumé en partenariat avec le SADC. Pour identifier et mettre en œuvre de manière participative les solutions à des problèmes d'une grande diversité, il est crucial de créer une base de confiance avec les populations concernées. Il s'agit également d'un préalable pour sensibiliser de larges cercles de la population à la thématique environnementale.

Le partenariat entre la BMI et le Vicariat de Bontoc-Lagawe (respectivement avec son bras social, le SADC) repose sur des valeurs et des visions partagées. L'être humain, en tant que sujet autonome et acteur social, en est le centre. L'Eglise est considérée comme une communauté de laïcs, de prélats et de sœurs religieuses, dotés d'une responsabilité commune, et pour lesquels le rapport au politique est inévitable. La grande majorité des prêtres et des religieuses appartiennent eux-mêmes aux populations indigènes des montagnes. Les droits humains, sociaux, politiques et culturels, en particulier le respect des valeurs indigènes pour une vie dans la dignité, sont essentiels pour chacune de ces activités («empowerment»).

Le partenariat s'exprime concrètement dans la conception commune des programmes respectifs: les points forts du programme pour les Philippines de la BMI sont élaborés en étroite collaboration avec des représentants du Vicariat, et avec le SADC pour la partie écologique. Réciproquement, des coopérants de la BMI participent, dans le cadre du

Agriculture et environnement en harmonie: engagement communautaire dans les montagnes tropicales de Luzon (Philippines du nord)



La génération de revenu et la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité sont les principaux défis dans les montagnes tropicales de Luzon (Philippines du nord)



processus décisionnel participatif du Vicariat, à l'élaboration du programme du SADC et à celui de formation permanente pour l'«empowerment» des laïcs dans les domaines essentiels de la vie ecclésiastique et publique. Ce dernier programme est porté par une équipe de laïcs, de prêtres et de religieuses.

### 3. Activités et résultats communs

#### Mise en réseau dans

#### le domaine de l'environnement

De manière générale, la BMI soutient les programmes de ses partenaires Sud dans le cadre de l'échange de personnes avec des professionnels suisses exclusivement. Sept engagements de longue durée, chacun de trois à six ans, ont été réalisés ou sont en cours de réalisation. Pour la BMI, le domaine de l'écologie représentait un thème nouveau. Ainsi, un ingénieur forestier spécialisé dans les sciences de l'environnement, le Haut-Valaisan Jean-Robert Escher, a été engagé pour appuyer le Vicariat de Bontoc-Lagawe (ainsi que pour la région voisine de Mangatarem). A travers des actions de mise en réseau avec des institutions régionales, nationales et internationales, il a rendu possibles la formation et l'acquisition de nouvelles connaissances pour les leaders locaux, par l'intermédiaire de la participation à des séminaires régionaux et le contact continu avec les institutions correspondantes.

#### Création de revenu

Au centre de ce domaine se situe la relation entre la création de revenus à court et moyen terme et la protection, sur le long terme, des ressources naturelles (sol, eau et air) et de la biodiversité. Trois jeunes Suisses se sont de plus intégrés au Vicariat dans le cadre d'un projet culturel et de formation de la BMI (HOPPLA: stage hospitalier en Amérique latine, Afrique et Asie). A plusieurs occasions, des représentants de l'Eglise de Bontoc ont pu réaliser des visites d'échange et d'information en Suisse. Dans ce domaine, il faut encore souligner l'engagement de la famille Escher. En plus de lettres circulaires à un large cercle d'amis et de proches ainsi que des articles dans le bulletin de la BMI «Wendekreis», ils réalisent une rubrique trimestrielle (Point de vue, «Blickwinkel») pour un journal régional haut-valaisan. On y trouve relaté, au-delà des expériences dans la coopération par projet, des réflexions et des observations de fond, ainsi qu'un regard en retour sur la Suisse, par exemple sur la migration dans le Haut-Valais.

Sur le plan institutionnel, il existe des contacts et des coopérations entre des groupes des Philippines et des paroisses en Suisse et en Allemagne, de même un échange socio-pastoral avec l'AsIPA (Asian Integral Pastoral Approach). Au Sud, on observe des synergies sur le thème de la migration économique des Philippines vers Taïwan.

### 4. Dynamique

#### Développement communautaire, santé et «global goods»

Pour avoir conduit à la consolidation de cette relation de partenariat, le chemin parcouru en commun dans la confiance et l'ouverture mutuelle est particulièrement valorisé: il a permis de passer d'une perspective pastorale initiale jusqu'à une approche écologique des «global goods». De même a été décisive l'attitude du Vicariat et de l'évêque Claver de ne pas imposer d'attentes financières envers la BMI, mais d'accepter pleinement la relation interpersonnelle («come and see») basée sur l'équité comme base de la mise en œuvre réussie d'un projet.

C'est dans ce sens que doit être approfondi le partenariat: d'autres coopérants volontaires vont renforcer, dans la perspective d'une spécialisation, les axes principaux que sont le développement communautaire, la santé et les «global goods». La sensibilisation et la mise en réseau dans le cadre du Vicariat et avec le diocèse voisin d'Alaminos seront intensifiées. Cette évolution devrait s'exprimer dans le programme par pays de la BMI, en instance de révision. Cette révision représentera un moment fort, avec une rencontre de formation qui impliquera tous les partenaires philippins, les coopérants, la coordination locale naissante de la BMI, de même que des représentants de Immensee. A cette occasion, la BMI se profilera comme un partenaire Nord fiable et novateur: ce ne sont plus seulement des prêtres, mais également des femmes et des hommes, souvent avec des enfants, qui sont les vecteurs d'échanges professionnels, culturels et personnels.

Un accord entre le Vicariat et la BMI, un cahier des charges clair pour les coopérants et la nouvelle coordination de la BMI à Luzon seront les garants de l'approfondissement de ce partenariat. Des engagements Sud-Nord de plus longue durée - innovation intéressante qui bute sur la pratique des visas pour la Suisse - ou encore l'ouverture œcuménique à d'autres Eglises chrétiennes de la région représentent les défis potentiels à venir.

#### Les Philippines en bref

Les Philippines se composent de 7107 îles (300 000 km<sup>2</sup>), desquelles environ 860 sont habitées, comptant au total 81 millions d'habitants de presque 1000 groupes ethniques différents. Le pays, indépendant depuis 1946, a été marqué par la dictature notoire de Marcos, qui a engendré de nombreuses crises, reflétées dans les tentatives de putsch, la corruption endémique et les différents soulèvements armés. Malgré quelques progrès dans les domaines de la santé et de la formation ainsi que dans l'industrialisation, la paupérisation des populations rurales et les disparités sociales s'accroissent massivement. L'augmentation importante des migrations pour recherche d'emploi en est une conséquence. La région montagneuse de Luzon, majoritairement habitée par des peuples indigènes, est une des régions socio-économiquement les plus pauvres des Philippines, bien que bénéficiant d'un certain statut d'autonomie.



# exemple 2

## Partenariat E-Changer

### 1. Partenaires Nord et Sud E-Changer

E-Changer est une organisation basée en Suisse romande. Elle veut se mettre au service des populations marginalisées dans les pays du Sud. Afin de permettre aux organisations qui les défendent de faire entendre leur voix, E-Changer leur met à disposition des professionnels formés en Suisse. Durant un minimum de trois ans, ces coopérantEs-volontaires partagent leurs compétences sociales et professionnelles avec une organisation partenaire et contribuent à la sensibilisation du public suisse sur les réalités au Sud.

#### Central de Movimentos Populares

La Centrale des Mouvements Populaires (Central de Movimentos Populares, CMP) a été fondée en 1993, comme aboutissement d'un long processus de rapprochement et d'articulation à l'échelle du pays de plus de 250 mouvements et fédérations de mouvements populaires urbains de chaque Etat du Brésil. Les mouvements qui intègrent la CMP militent autour de thèmes de lutte très divers: pour la santé, l'habitation, l'environnement, les droits des différentes minorités, etc.

L'axe de lutte unificateur de la Centrale se concrétise dans la revendication et la fiscalisation de «Politiques Publiques avec Participation Populaire». Ses objectifs sont d'une part unifier les luttes des divers mouvements

en se présentant comme leur porte parole face à d'autres acteurs dans des actions de dimension nationale. D'autre part, le renforcement des Centrales de Mouvements au niveau de chaque Etat de la Fédération est un objectif essentiel. Ainsi, pour la CMP nationale, son propre développement passe avant tout par celui des CMP des Etats et des régions.



### 2. Le partenariat Education populaire

L'élément déclencheur du partenariat avec la CMP nationale a été l'adoption par E-Changer en 1994, après vingt ans d'engagement sur le terrain, d'une approche de programme, comme instrument d'une volonté d'amplifier les impacts de sa coopération au Brésil. L'idée essentielle étant de concentrer son action avec des partenaires de niveau national et susceptibles de développer entre eux des synergies. La nomination d'un coordinateur de programme, lui-même immergé dans le renforcement des mouvements sociaux, a aussi été décisive pour la construction de ce partenariat. Par ailleurs, de longue date, les principes de travail de l'éducation populaire (Paulo Freire) résultaient en un engagement des coopérantEs d'E-Changer auprès des acteurs des Mouvements populaires.

De son côté, la CMP s'était donné comme priorité le renforcement des CMP de chaque Etat, membre du réseau national. Dans cette perspective, l'appui d'un mouvement de coopérantEs expérimenté dans l'éducation populaire a été perçu comme une opportunité complémentaire à sa propre démarche. Soulignons que la CMP n'a jamais sollicité une coopération directe au niveau national, mais a toujours favorisé la relation entre E-Changer et les CMP des Etats et régions.

Pour E-Changer, la collaboration avec un réseau fédérateur d'une grande variété de mouvements sur des thématiques urbaines s'articule idéalement avec ses autres partenariats au Brésil (Mouvements des Sans Terre, Association brésilienne d'ONG), et lui ouvre ainsi des synergies et complémentarités à l'intérieur de son programme, au bénéfice de ses divers partenaires.

Des moments clés importants ont été les rencontres successives des interlocuteurs du programme E-Changer au Brésil. De manière participative et transversale, ces étapes permettent aux partenaires, en particulier au CMP, d'exprimer leurs attentes et visions pour le développement de la coopération avec E-Changer et les apports concrets attendus.

#### Le Brésil en bref

*Le Brésil couvre 8,5 millions de km<sup>2</sup> avec 185 millions d'habitants ce qui représente le pays avec la plus grande surface et population en Amérique latine. Le Brésil est considéré comme un pays en voie de transition malgré une croissance sociale inégale selon les régions. La présidence de l'ex-dirigeant syndicaliste Ignácio Lula da Silva laisse la place à une espérance d'amélioration pour la situation de la majorité des défavorisés. D'une certaine manière, la CMP, sa structure et ses défis sont le reflet du Brésil lui-même, de sa structure politique fédérale, mais aussi de ses énormes inégalités sociales et économiques et enfin de la diversité de sa population et minorités. Ses racines s'inscrivent dans le processus de démocratisation et d'aspiration à la citoyenneté de la société brésilienne de ces dernières décennies.*

Manifestation en faveur de meilleures conditions de vie dans une favela du Brésil



### 3. Activités et résultats communs Communication, formation et mise en réseau

Le moteur du partenariat est l'engagement de coopérantEs de longue durée intégrés auprès des membres des CMP au niveau des Etats et régions. Un couple de géographes a ainsi appuyé la CMP de l'Etat du Sergipe et de la région Nordeste à travers le renforcement de la communication (per exemple édition d'un journal communautaire), des processus de formation et par l'appui à l'articulation d'actions communes. Au total ce sont huit coopérantEs qui ont collaboré avec les CMP d'autant d'Etats dans trois régions du Brésil. Cette localisation des coopérantEs à la charnière des mouvements de chaque Etat et du niveau régional (plusieurs états) répondait aux nécessités exprimées par la CMP.

Les actions et la présence même d'un coopérant facilitent l'ouverture d'espaces et de canaux de collaboration au sein et entre des mouvements qui n'ont pas nécessairement la force et les moyens pour les synergies opérationnelles entre eux. Une fois cette mise en réseau dynamisée par la présence de coopé-

rantEs « neutres », il en reste des habitudes acquises de partage et d'actions communes. Dans un cas, l'appui ultérieur à un collaborateur local a encore permis une meilleure institutionnalisation de ces pratiques de coopération concrète.

Dans le sens Sud-Nord, une visite en Suisse de deux leaders de la CMP nationale a renforcé les liens institutionnels et permis la valorisation de leurs expériences comme formateurs dans le processus de préparation au départ de E-Changer. Même si la mise en réseau avec des acteurs semblables au Nord est un vrai défi au vu des différences historiques des organisations de base en Europe, la thématique des travailleurs immigrés sans papier a, par exemple, interpellé chacun et permis des échanges méthodologiques.

De par sa complexité, une thématique comme celle de la CMP n'est pas un sujet de sensibilisation simple pour le public, mais la grande variété des thèmes de lutte et des conditions sociales des groupes appuyés offrent une riche matière pour de l'information au Nord (lettres circulaires, interventions dans les médias, accueil de leaders de passage, etc.).

### 4. Dynamique Mission complexe

Au-delà des résultats dans le renforcement des centrales locales, le partenariat avec une structure à la fois complexe et mouvante comme le CMP a relevé une série de difficultés spécifiques. Parmi celles-ci, mentionnons la nécessité de rechercher une stabilité de l'interlocution (dispersion géographique, taux de rotation, nécessité de concertation permanente), ou encore de prendre en compte la dimension de politisation des mouvements.

Tant pour la CMP et pour E-Changer l'expérience montre qu'il faut continuer de concentrer l'appui des coopérantEs à la base, au sein de mouvements légitimes et avec un potentiel fédérateur. C'est en convainquant par les actes, à ce niveau, de l'importance et de l'intérêt pour tous d'une articulation que les effets à long terme et sur l'ensemble de la structure seront les plus importants. Cela implique cependant de rester vigilant quant aux effets à long terme sur la mise en réseau, face aux besoins et priorités prépondérants de la base.

Pour répondre à ce défi, des coopérantEs généralistes représentent une ressource bienvenue par leur statut externe et leur approche systématique, mais il est exigé d'eux des capacités peu communes d'observation, d'adaptation et d'empathie. De cette façon, ils peuvent jouer un rôle de dénominateur commun légitime dans la diversité des acteurs en présence. Sur cette base, leur rôle devrait permettre à tous les partenaires de dépasser le niveau des discussions pour aboutir à des actions concrètes et convaincantes.

Des femmes de la CMP  
(Central de Movimen-  
tos Populares) con-  
struisent des maisons  
dans une ex-favela

# Exemple

## Partenariat Groupe Volontaires Outre-Mer

### 1. Partenaires Nord et Sud

#### Groupe Volontaires Outre-Mer GVOM

Principalement ancré en Suisse romande, le Groupe Volontaires Outre-Mer (GVOM) est une organisation spécialisée dans la coopération par échange de personnes. Ses professionnels avec un statut de volontaire travaillent au côté des populations marginalisées et défavorisées, principalement en Amérique latine. L'organisation s'engage pour la solidarité au quotidien, le développement durable et le dialogue entre cultures. GVOM vit, en Suisse aussi, de l'engagement bénévole de ses membres et est attaché à un fonctionnement interne démocratique.

#### Asociación Campaña Costeña Contra el SIDA, ACCCS

La Campagne contre le SIDA sur la Côte Atlantique du Nicaragua (Asociación Campaña Costeña Contra el SIDA, ACCCS) centre son action sur la prévention contre le HIV et autres maladies sexuellement transmissibles et contre l'usage de la drogue. Le travail contractuel dans la navigation maritime, la situation de la région sur une des routes du trafic international de drogue et des comportements sexuels à risques répandus représentent, pour la population de la Côte Atlantique, des dangers particuliers face à l'épidémie du SIDA.

A la fin des années '80, le danger du SIDA était faiblement reconnu au Nicaragua, et moins encore sur la Côte Atlantique. Après

une impulsion de l'extérieur liée aux premières données sur l'évolution de l'épidémie, des professionnels locaux se sont engagés de manière croissante pour développer l'ACCCS en tant qu'organisation professionnelle; laquelle par le contact dans les écoles et avec les groupes vulnérables, déploie des activités de prévention et d'accompagnement des malades. Le financement par des groupes et d'œuvres d'entraide européens permet à l'ACCCS d'être aujourd'hui active non seulement dans le chef-lieu Bluefields, mais dans toute la région de la Côte Atlantique.

### 2. Le partenariat

#### Au service de la santé à Bluefields

Les débuts de la relation entre GVOM et l'ACCCS correspondent à l'engagement, à la fin des années '80, du médecin suisse Marc Isler dans l'hôpital régional du système public de santé à Bluefields. Cette première approche de la situation sanitaire, et en particulier des dangers des maladies sexuellement transmissibles comme le SIDA/HIV, l'a incité à revenir à Bluefields en 1990 et à s'occuper, grâce à une formation complémentaire spécifique et dans le cadre d'un projet de recherche limité dans le temps (financé par Medicus Mundi Suisse), du thème de la prévention et du traitement du HIV et d'autres maladies sexuellement transmissibles. En association avec des personnalités engagées du système local de santé publique, la Campagne contre le SIDA sur la Côte Atlantique est fondée en



1991. Des dons, entre autres, des étudiants de l'Université de Bâle rendent possible la mise en œuvre des résultats de la recherche scientifique en un travail de campagne et de traitement.

Par la suite, Marc Isler est resté dans le projet à Bluefields comme volontaire de GVOM et a appuyé les étapes suivantes du développement de la Campagne. Son interlocuteur dans le système de santé publique était le médecin Ricardo Taylor, originaire de la région. En 1995, Ricardo Taylor passe du côté de la Campagne. Après le retour de Marc Isler en Suisse, GVOM a assuré le salaire et les coûts de formation de Ricardo Taylor et d'Isabel Estrada, une infirmière au bénéfice d'une longue expérience, en tant qu'appui à la consolidation de l'institution (soutien à du personnel local).

Le contact institutionnel est resté au centre des préoccupations. En 2002 et 2003, GVOM facilite pour Ricardo Taylor et Isabel Estrada un échange d'expériences en Suisse sur la prévention du HIV/SIDA. Depuis 2003, Georgette Perret de GVOM fournit un engagement avec la ACCCS et y renforce le travail socio-pédagogique avec des jeunes mena-

Avec des fêtes et jeux contre le SIDA et la drogue: Bluefields à la Côte Atlantique anglophone du Nicaragua



cés par la drogue ainsi qu'avec leur famille. Le partenariat entre GVOM et l'ACCCS s'est développé au rythme de la dynamique propre de la Campagne: depuis la phase pilote et visionnaire, en passant par la consolidation des responsabilités du personnel local, jusqu'à la phase de différenciation, appuyant des programmes adaptés spécifiquement aux différents groupes cible (jeunes, familles des victimes). Ce qui lie particulièrement les deux organisations est, d'une part, l'engagement solidaire au côté de groupes défavorisés et, d'autre part, une structure de fonctionnement similaire: plus personnalisée que formalisée, transparente, flexible.

### 3. Activités et résultats communs

#### Travail de prévention

Les apports de la coopération par échange de personnes ont été essentiels pour le développement de l'ACCCS. Les engagements de longue durée de Marc Isler et de Georgette Perret ont permis l'introduction d'un savoir épidémiologique fondé et d'expériences socio-pédagogiques. Avec les contributions au maintien des postes locaux (soutien au personnel lo-

cal), la consolidation de l'institution a pu être assurée jusqu'à ce qu'elle soit en position d'amplifier son rayon d'action grâce à l'accès à des financements de projets internationaux. La Campagne a atteint nombre de résultats importants dans la région: à la fin des années '80, il n'existait pour ainsi dire pas de prise de conscience face aux dangers du SIDA, les personnes se protégeaient rarement. Celles-ci savent aujourd'hui se protéger. Les chiffres démontrent que le nombre d'infections par maladies sexuellement transmissibles est en régression, par exemple parmi les militaires. Les populations affectées par des problèmes de drogue trouvent à la Campagne des interlocuteurs et des initiatives pour de l'aide autogérée.

Avec les échanges Sud-Nord, il a été possible, d'une part, d'offrir au partenaire Sud un aperçu sur le travail de prévention en Suisse; ce fut, d'autre part, l'opportunité d'informer ici un large public sur la situation du Nicaragua et de la Côte Atlantique. Les contacts établis ont également permis de canaliser, via GVOM, certains financements pour l'ACCCS. Avec la concrétisation de places de stage pour

Une partie essentielle de la prévention contre le SIDA et la drogue se déroule dans les écoles (Bluefields, Côte Atlantique anglophone du Nicaragua)

des jeunes professionnels suisses à Bluefields, c'est une nouvelle passerelle qui se crée et qui souligne la réciprocité des échanges entre GVOM et l'ACCCS. A travers la mise en valeur des diverses activités communes, GVOM a pu obtenir une vue claire des étapes institutionnelles et des besoins de l'organisation partenaire. Même si aucune évaluation commune et systématique de la collaboration n'a été entreprise, on peut sentir clairement, de la part de l'ACCCS, la valorisation de cette forme de partenariat s'adaptant aux changements.

### 4. Dynamique

#### Implication directe dans le vécu des êtres humains

Le partenariat entre GVOM et l'ACCCS a apporté des avantages significatifs aux deux parties. Pour GVOM ce fut l'opportunité de participer pleinement à la thématique et à la problématique de la région et ainsi de développer la sensibilisation en Suisse. Les engagements de professionnels suisses leur ont permis une implication très directe dans le quotidien des populations et ont également garanti l'acquisition de riches expériences professionnelles. Les apports de la coopération par échanges de personnes ont été bénéfiques à l'ACCCS à des moments clefs de son développement institutionnel. Avec GVOM, elle a eu à faire à un interlocuteur flexible et non bureaucratique, qui a su réagir de manière adéquate à la dynamique de l'institution. Les organisations sont à ce jour en contact permanent depuis quinze ans. Alors que les engagements personnels restent limités dans le temps, le partenariat a pu être approfondi sur la durée et au long de différentes étapes. Des structures simples et des contacts personnalisés des deux côtés ont permis de trouver rapidement des solutions aux questions qui surgissaient.

A travers le financement de projets dans un domaine géographique bien plus vaste, l'ACCCS s'est développée rapidement. Il se pose ainsi de nouvelles questions de développement institutionnel. La croissance peut apporter des dangers. Il est cependant aussi possible qu'une nouvelle perspective s'ouvre pour la collaboration entre GVOM et l'ACCCS, dans laquelle l'accent devra être mis sur le renforcement institutionnel. Une réflexion commune portant sur un horizon dépassant les engagements individuels pourrait créer les bases de ce développement.

#### La Côte Atlantique du Nicaragua en bref

*Ouvert vers les Caraïbes, le Nicaragua possède sa propre histoire liée aux peuples indigènes (Miskitos, Ramas, Garifunas) et aux descendants anglophones des anciens esclaves noirs. Cette région est depuis toujours délaissée et discriminée. L'offre de services et infrastructures sociales est ici encore pire que dans le reste du Nicaragua. Le pays vit depuis des décennies une crise permanente. L'absence de dynamique économique, la dépendance face à un nombre restreint de produits agricoles d'exportation, comme le café, et les catastrophes naturelles aggravent la misère et les inégalités.*

# exemple

## Partenariat Interagire

### 1. Partenaires Nord et Sud

#### Interagire

Interagire est une organisation de coopération par échange de personnes de la Suisse italienne. Depuis sa fondation en 1970, elle s'engage solidairement avec les populations du Sud. Dans cette perspective, des professionnels tessinois sont mis à disposition des partenaires du Sud (mouvements de base, ONGs, coopératives, institutions de formation en Amérique latine) pour leurs programmes de développement. Cette coopération se concrétise par le transfert et l'échange de connaissances et d'expériences professionnelles, pour appuyer et renforcer les projets et institutions du Sud de manière intégrale et durable et dans le respect de leur identité culturelle. Un objectif additionnel est la sensibilisation du public en Suisse italienne sur les thématiques de la coopération internationale et des relations Sud-Nord.

#### Instituto Politécnico La Salle IPLS

Fondé en 1903 dans la ville coloniale de León, l'Institut polytechnique La Salle (Instituto Politécnico La Salle, IPLS) est un centre de formation professionnelle dirigé par l'Eglise catholique et appuyé par l'Etat. A l'origine, il se consacrait à la formation d'orphelins pour des filières artisanales comme la couture, la cordonnerie ou la menuiserie. Depuis lors, les filles ont aussi été admises. Aujourd'hui, l'accent est mis sur la mécanique, l'électricité et l'électronique. En parallèle, une filière d'éducation secondaire a été mise sur pied. Ces der-

nières années ont vu mûrir un projet consacré aux énergies renouvelables, d'une part en vue d'une consolidation institutionnelle, d'autre part comme une contribution constructive à la résolution des problèmes écologiques et sociaux liés à l'utilisation de carburants fossiles. Au Nicaragua, les énergies éoliennes et solaires s'avèrent particulièrement rentables. Grâce à une solide formation scolaire et professionnelle - ce qui est loin d'aller de soi dans le Nicaragua actuel - cette approche permet au centre d'offrir, aux étudiants socialement défavorisés, une intégration réussie dans la vie professionnelle ou l'accès aux universités et, en même temps, d'encourager des avancées écologiques et sociales.

### 2. Le partenariat

#### Les énergies renouvelables

Le point de départ décisif pour le partenariat a été l'engagement pendant quatre ans du Tessinois Sandro Carrettoni, maître électricien, formateur professionnel et spécialiste des énergies renouvelables. A la fin des années '90, celui-ci a facilité l'introduction d'innovations techniques et méthodologiques, en étroite collaboration avec une contrepartie locale engagée. L'adoption de sources d'énergies renouvelables a été particulièrement décisive pour cette évolution. Les étapes qui ont suivi ont été fructueuses sous différents aspects: en deux opportunités, une équipe de l'IPLS, responsable du développement des énergies renouvelables, a pu échanger et approfondir ses connaissances à travers un échange Sud-Sud

avec des professionnels de l'Institut énergétique du Costa Rica voisin. Interagire a assumé pendant deux ans le salaire de deux professionnels nicaraguayens de l'IPLS spécialisés dans les énergies solaire et éolienne, ce qui a contribué à la consolidation de cette branche prometteuse.

#### Echanges Tessin-León

Lors d'une mission de courte durée de trois mois, un maître mécanicien automobile tessinois a formé un homologue nicaraguayen sur des thèmes spécifiques. Cet engagement au Sud a, par la suite, été complété par un séjour d'approfondissement au Tessin dans le cadre d'une expérience au garage du maître mécanicien et de la participation aux cours de l'Ecole professionnelle cantonale de Trevano. Ces thèmes spécialisés ont entre-temps été intégrés au cursus d'enseignement de l'IPLS. Dans le cadre d'échanges Sud-Nord, des représentants de l'IPLS, entre autres la directrice, ont pu établir des contacts avec des institutions de formation et des représentants de la presse. L'étape actuelle vise un nouveau champ professionnel: un spécialiste en informatique tessinois appuie pendant deux ans la réorganisation du département informatique de l'IPLS. Des séjours de formation permanente de deux représentants de l'IPLS responsables des énergies renouvelables sont également planifiés au Tessin.

Panneaux solaires en  
Amérique centrale –  
une innovation pleine  
de promesses





Installation des panneaux solaires sur le toit de l'Instituto Politécnico La Salle (León/Nicaragua)

Des valeurs et visions communes constituent les bases de cette coopération: le partenariat doit favoriser des individus autonomes, qui se développent dans un environnement respectueux du vivant et dans une société régie par la justice sociale et le respect des droits humains. Dans l'actuelle société nicaraguayenne marquée par la misère, ces perspectives représentent un immense défi!

### 3. Activités et résultats communs

#### Mise en réseau

La diversité des engagements que permet la coopération par échange de personnes constitue un facteur décisif pour les innovations techniques et méthodologiques de l'IPLS. L'introduction, accompagnée par un professionnel tessinois, de la thématique des énergies écologiques et renouvelables dans la formation scolaire et professionnelle représente une nouveauté au niveau national nicaraguayen. Cette innovation a fait école et a mené à une collaboration avec des institutions actives dans d'autres domaines environnementaux et éducatifs, de même qu'avec des universités, les autorités communales de León ou encore la presse. L'information et la documentation sur les énergies écologiques ont eu un impact significatif en Amérique centrale, malgré la prédominance des situations de pauvreté et de survie.

Additionnellement, des liens internationaux ont pu être établis, d'une part avec le Costa Rica et Cuba, d'autre part avec l'Europe

(Espagne, Allemagne, Autriche et Suisse). Actuellement, des relations, qui doivent encore être approfondies, existent avec quatre Hautes écoles spécialisées tessinoises. Le principe d'échange Sud-Nord-Sud est la trame de cette dynamique. Ainsi l'IPLS se retrouve institutionnellement renforcé, les cursus ayant été et continuant d'être adaptés aux nouveaux défis.

Mais le bilan est aussi positif en Suisse italienne: l'IPLS ainsi que les professionnels nicaraguayens et tessinois se réjouissent de l'excellent écho rencontré dans les médias et de la participation active du public à plusieurs manifestations. Ce vif intérêt est assurément à mettre au compte des particularités de l'échange Sud-Nord. L'engagement notable de garagistes tessinois a permis l'acquisition et le transport d'outillage pour les places de formation dans les ateliers de l'IPLS. L'idée de faciliter des stages de formation pour des apprentis nicaraguayens dans des garages tessinois est aussi en voie de maturation. Pour les Ecoles cantonales spécialisées impliquées dans l'échange avec l'IPLS, celui-ci correspond indubitablement à un enrichissement professionnel, interpersonnel et culturel. Le bon enracinement de Interagir en Suisse italienne contribue grandement à l'information et à la sensibilisation sur les questions Nord-Sud et stimule l'échange culturel et professionnel. Même si aucune analyse systématique n'a encore été réalisée, la valorisation respective de ce partenariat approfondi est clairement perceptible tant au Nicaragua qu'au Tessin.

## 4. Dynamique

### Engagements de longue durée

L'IPLS de León a été dès le début un partenaire idéal pour Interagir: une institution solide, ancrée et reconnue dans la société nicaraguayenne, intéressée à un dialogue ouvert, tant professionnel que culturel et personnel, avec un partenaire Nord et également motivée par la dimension Sud-Nord de l'échange. Grâce à l'IPLS, les professionnels tessinois ont chaque fois pu s'intégrer aisément, tant professionnellement que personnellement, dans le contexte de l'institution comme dans celui de la vie sociale. L'élargissement continu d'une relation de plus de huit ans est clairement reconnaissable dans la diversité des échanges: à partir d'un engagement volontaire de quatre ans ont pu se développer des échanges aussi variés que la mission courte d'un spécialiste, des rencontres Sud-Sud, des échanges Sud-Nord, des soutiens financiers et professionnels à des représentants de l'IPLS, ainsi qu'un intense programme de visites mutuelles. Un nouvel engagement de longue durée est sur le point de se concrétiser. Une coordination locale de Interagir à Managua facilite de plus la mise en œuvre des diverses idées et initiatives pour l'avenir, pour lesquelles l'engagement personnel des acteurs nicaraguayens et tessinois restera le moteur.

Interagir s'est profilé comme un intermédiaire en faveur de synergies au Sud et au Nord, comme le démontre par exemple la mise en réseau avec les Ecoles spécialisées et des entreprises tessinoises, de même que les activités de sensibilisation couronnées de succès. Pour autant les ambitions futures sont à la hauteur: les échanges de personnes doivent être maintenus dans leur diversité. Les flux mutuels d'information doivent être renforcés. Dans cette perspective, Interagir a instauré sur son portail Internet une «fenêtre Sud» comme forum pour ses partenaires latino-américains, de manière à ce que des informations de base sur la problématique du développement puissent être disponibles. La mise en réseau dans la société tessinoise bénéficie encore d'un potentiel de consolidation.

La relation de partenariat flexible s'est avérée valorisante tant pour l'IPLS que pour Interagir: elle a contribué à faire de l'IPLS une référence renommée dans la thématique des énergies renouvelables au Nicaragua et à conforter Interagir dans sa réorientation stratégique en l'établissant, en Suisse italienne, comme l'acteur le plus significatif de la politique de développement spécialisé dans la coopération par échange de personnes.

#### Le Nicaragua en bref

*Avec une superficie de 130 000 km<sup>2</sup> pour environ 5 millions d'habitants, le Nicaragua est un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Le système éducatif en particulier est aujourd'hui dévasté, après les grands espoirs et aussi les succès de l'époque du sandinisme. Le Nicaragua vit depuis des décennies une crise permanente. L'absence de dynamique économique, la dépendance d'un nombre restreint de produits agricoles d'exportation, comme le café, et les catastrophes naturelles représentent des facteurs qui limitent le développement.*



Appui pédagogique: Leçon de «business» dans l'école secondaire d'Oshikuku (Namibie du nord)

du Ministère de l'Éducation (Ministry of Education, MED) était et reste la plus ouverte à recevoir un appui dans ce processus de consolidation.

## 2. Le partenariat Déficit de formation

Peu après l'indépendance de la Namibie, Interteam prend la décision de s'impliquer dans le domaine éducatif de ce jeune état. Les énormes besoins de la jeunesse et l'absence d'autres acteurs de développement plaident en faveur d'un engagement en Namibie. Un poste missionnaire catholique, dédié à l'éducation des populations noires au temps de l'apartheid, a constitué le point d'ancrage. A ce jour, quatre générations de volontaires se sont succédées pour appuyer le développement du système scolaire de la région.

Dans la première phase, les envoyés d'Interteam enseignaient dans les écoles et contribuaient de cette façon à combler le déficit en personnel enseignant formé. Durant la seconde phase, les efforts se sont concentrés sur l'appui au système en se concentrant sur la formation permanente du personnel enseignant et le soutien aux directions d'écoles. Dans l'actuelle troisième phase, les coopérants d'Interteam assument de nouveaux aspects comme l'introduction d'une pédagogie curative à l'école, ou des tâches de pédagogie sociale dans l'environnement des écoles («girls' empowerment», prévention du SIDA).

Le partenariat entre les autorités namibiennes et l'organisation suisse est marqué par un respect mutuel, construit sur des expériences communes, et par une vision égalitaire vécue au quotidien dans le contexte d'une région historiquement marginalisée par l'apartheid. Les partenaires ont pu expérimenter concrètement la solidarité d'Interteam lors de la situation de crise vécue dans la région frontalière de l'Angola en 2000.

Dans cette région, Interteam constitue une référence pour les directions et les inspecteurs/trices d'écoles. Des relations personnelles ont été établies avec toute la variété des acteurs du système éducatif. Des échanges sur les défis à relever par le système scolaire sont organisés dans le cadre du suivi des engagements. Les représentants d'Interteam ont l'opportunité d'encourager de nouvelles tendances dans certains domaines (par exemple dans le développement de la pédagogie curative). Une planification commune formelle avec le Ministère de l'Éducation n'a cependant pas encore été établie.

## Partenariat Interteam

### 1. Partenaires Nord et Sud Interteam

Interteam est une organisation d'orientation chrétienne, active depuis 1964. Elle met à disposition des professionnels motivés pour des engagements d'aide au développement au Sud, essentiellement en Amérique latine et en Afrique. En Suisse, Interteam travaille à une meilleure compréhension envers les populations et cultures du Sud. Elle encourage l'action solidaire envers des peuples et des groupes de population défavorisés. Les engagements de professionnels d'Interteam sont déterminés par la volonté d'offrir une coopération de partenariat et, ainsi, d'établir des

ponts entre les couches sociales et les différentes cultures.

#### Les autorités éducatives namibiennes

Depuis son indépendance, la Namibie s'efforce de construire un système scolaire étatique généralisé. Là où, dans le passé, seules des écoles missionnaires prenaient en charge les enfants indigènes, on trouve aujourd'hui des écoles publiques pour tous les groupes de population. Mais il existe toujours un retard à combler dans la formation du personnel enseignant. C'est dans la région du Nord qu'on observe encore et toujours les déficits les plus importants, et où l'administration régionale

### La Namibie en bref

Avec un territoire de 824 000 km<sup>2</sup> pour environ 2 millions d'habitants, la Namibie n'a acquis son indépendance qu'en 1990, au terme d'un long combat de libération. Des séquelles de l'apartheid, héritage de l'époque de la colonisation par l'Afrique du Sud, sont encore reconnaissable dans la ségrégation géographique («zones indigènes», terrains agricoles pour les blancs, le Township de Katutura à Windhoek) et des opportunités inégalement réparties entre les membres des différents groupes de population. Le gouvernement de ce jeune état doit faire face au défi de réduire ces énormes inégalités et de construire un Etat pour tous les citoyens, par exemple à travers un système généralisé d'éducation publique. Économiquement, la Namibie dépend de l'agriculture, qui doit toujours assurer la subsistance d'une grande part de la population, des mines, de la pêche et du tourisme (réserves d'animaux sauvages). Le chômage est très élevé dans la population noire et il existe peu d'industries de transformation.

### 3. Activités et résultats communs

#### Formation permanente

Des professionnels d'InterTEAM assurent des engagements de longue durée dans le système scolaire du nord de la Namibie depuis 1991. Actuellement six coopérants sont engagés sur le terrain. Les premiers engagements ont dû combler les lacunes en personnel enseignant formé. La collaboration de professionnels suisses et namibiens offrait la possibilité d'une formation en emploi («on-the-job-training») pour ces derniers. Dans une phase ultérieure, le personnel clef de l'organisation des écoles et du développement des cursus scolaires a été renforcé. La formation en emploi ad hoc s'est muée en un processus formel de formation permanente et d'appui aux centres scolaires. Progressivement, les coopérants et leurs personnes de contact respectives ont formé un réseau pour la qualification du système éducatif (formation continue, centres didactiques, formation du personnel enseignant à l'université). De manière complémentaire, des représentants d'InterTEAM ont commencé à se préoccuper de l'accompagnement d'élèves en difficulté scolaire et d'aspects socio-culturels (soutien aux jeunes filles dans le système scolaire, prévention du SIDA). Aujourd'hui, à travers les expériences de coopérants dans le domaine de la pédagogie curative, InterTEAM peut se prévaloir également d'avoir influé sur le développement de la politique éducative.

Depuis l'indépendance, la Namibie a nettement augmenté la proportion de personnel enseignant qualifié et diplômé. Au niveau des régions, des systèmes scolaires structurés ont été mis en place. Les services d'appui aux enseignants ont été renforcés (Teacher Resource Center). L'éventail des moyens pédagogiques disponibles s'est élargi. Dans les régions du nord du pays, InterTEAM a contribué dans une grande mesure à cette évolution.

Au-delà des objectifs concrets, les engagements d'InterTEAM dans le partenariat avec les autorités éducatives namibiennes acquièrent une signification particulière, au sens où ils rendent possible, pour les deux parties, une ouverture unique sur sa propre réalité, à travers des rencontres et des échanges entre personnel enseignant de deux cultures.

Jusqu'à aujourd'hui, InterTEAM a conclu avec les partenaires (Directions d'école, Inspectorats) des contrats individuels pour chaque engagement. Ceux-ci sont approuvés par la centrale du Ministère de l'Éducation. Une déclaration d'intention formelle sur la coopération à long terme n'existe pas encore, même si les perspectives à long terme de la coopération sont discutées individuellement avec certains acteurs du système scolaire.

### 4. Dynamique

#### Un partenariat inscrit dans la durée

Au début de la période post-apartheid, pour les habitants du nord de la Namibie, jadis traités comme des citoyen(ne)s de deuxième classe, le simple fait que des enseignants blancs de Suisse s'intéressent à leurs problèmes et partagent leur réalité constituait en soi une expérience totalement novatrice. Une nouvelle culture de coopération entre blancs et noirs s'avérait possible.

Le partenariat, développé et consolidé pendant quinze ans, a été ouvert aux changements et aux nouveaux défis du système scolaire namibien. Le soutien d'InterTEAM s'est adapté de manière souple au développement local. Ainsi, un partenariat inscrit dans la durée contribue de manière décisive à la réussite d'une coopération efficace pour les intéressés.

D'une certaine manière, InterTEAM et le système scolaire namibien ont suivi des développements parallèles. Les débuts de la coopération étaient placés sous le signe des relations avec l'Église. Au nord de la Namibie, les écoles ont évolué d'un statut missionnaire à un système scolaire généralisé et public. InterTEAM a évolué d'un engagement ecclésiastique vers une organisation chrétienne, ouverte à l'œcuménisme.

Pour l'avenir, le partenariat inclut la possibilité d'offrir des apports importants aux développements de l'école namibienne, lesquels pourraient avoir des effets pour le pays entier. Les principaux risques sont liés à la grande limitation des ressources disponibles pour l'État namibien, due à l'absence de dynamique économique. Ce qui empêcherait de poursuivre le processus de qualification et de différenciation du système scolaire, visant à ouvrir réellement aux citoyen(ne)s, grâce à la formation, de nouvelles opportunités pour l'avenir.

«Sourires avant et après la leçon»: des impressions de la vie quotidienne scolaire en Namibie du nord



# exemple

## Partenariat Mission 21 –

### Œuvre de mission protestante de Bâle

#### Synode missionnaire international et rassemblements continentaux

##### 1. Partenaires Nord et Sud

###### Mission 21

Mission 21 - Œuvre de mission protestante de Bâle - est une communauté à l'échelle mondiale d'Eglises, d'œuvres missionnaires et d'organisations actives dans la coopération au développement. Mission 21 est née du regroupement de cinq œuvres de missions distinctes - associations de soutien - qui sont principalement enracinées en Suisse allemande, en Allemagne, ainsi qu'en Alsace et en Autriche. Depuis 2004, en sont également membres les rassemblements continentaux constitués de partenaires africains, asiatiques et latino-américains. Des lignes directrices et des concepts pour les activités missionnaires et de développement sont élaborés en commun. Mission 21 se situe comme une communauté internationale d'apprentissage, où sont partagées des expériences de vie et de foi, en vue de transformations faisant abstraction des barrières culturelles et religieuses.

###### ONGs avec des racines religieuses

Les partenaires Sud en Amérique latine sont diverses ONGs issues de mouvements religieux (en particulier de la théologie de la libération), qui s'engagent pour l'œcuménisme, la justice sociale et les droits humains. En Afrique et en Asie, les organisations concernées sont essentiellement des Eglises partenaires qui conduisent divers programmes de déve-

loppement et d'impulsion missionnaire, mais pour lesquelles le dialogue interreligieux, en particulier avec les musulmans, doit être favorisé. En outre, l'échange culturel et religieux est un élément fort, avant tout en Asie orientale.

Dans le cadre de ce programme de coopération à long terme entre Eglises et organisations de trente pays, des programmes et projets de lutte contre la pauvreté, de promotion de la paix, de santé et prévention du SIDA sont mis en œuvre. Par ailleurs, des activités d'échanges théologiques et œcuméniques, de formation et de développement communautaire sont pratiquées grâce à la mise en réseau à un niveau inter-ecclésiastique. Dans ce cadre, l'échange de personnes offre une fonction de passerelle entre cultures et Eglises: des compétences interculturelles et inter-religieuses sont ainsi favorisées. De surcroît, d'amples offres d'information et de formations sont offertes, au Nord comme au Sud. Avec son bulletin «Auftrag», Mission 21 offre une plate-forme aux voix d'autres continents.

##### 2. Le partenariat

###### Compréhension intégrale de l'œuvre missionnaire

Les relations aux Eglises du Sud en Afrique et en Asie remontent parfois à plus de cent ans: ce qui à l'origine était conçu comme la fondation d'Eglises et des œuvres missionnaires a

évolué vers une approche intégrale de mission et de coopération au développement. La situation est différente en Amérique latine où la théologie de la libération a trouvé son expression la plus ardente. Dans ce contexte marqué par des inégalités sociales croissantes et de brutales dictatures, de même que par la prise de distance face à des Eglises conservatrices majoritairement nord-américaines, il s'est développé un partenariat essentiellement basé sur des valeurs socio-politiques.

Ces partenaires du Sud se sont structurés depuis le début du 21<sup>ème</sup> siècle en trois rassemblements continentaux. L'impulsion vers un concept de synode missionnaire international est née, au début des années '90. Ainsi suite à des discussions internes à Bâle, par l'intermédiaire d'un conseil international de planification, a été amorcé l'évolution d'un modèle de pensée traditionnel Nord-Sud à un partenariat mutuel avec les Eglises et organisations du Sud.

A l'occasion de la fondation de Mission 21 en 2001 a été formulé le projet d'un synode missionnaire paritaire, lequel s'est concrétisé en 2004 sous la forme d'une assemblée des délégués constituée à parts égales de 24 délégués du Nord (cinq associations de soutien suisse allemandes) respectivement du Sud (représentants des organisations partenaires via les rassemblements continentaux respectifs). Une image directrice commune pour le Nord et pour le Sud fonde la compréhension intégrale de l'œuvre missionnaire: en particulier les références à une vie dans la dignité, aux droits humains, à la paix, au dialogue inter-religieux et au développement durable - contre la misère, l'oppression et l'exploitation. Des lignes directrices et des concepts du travail missionnaire et de développement sont développés de manière paritaire à cette occasion, ce qui se reflète dans l'égalité d'expression quant aux programmes, projets et engagement des ressources. Suite à la fondation, couronnée de succès, du synode missionnaire à Bâle en 2004, ont eu lieu dans les deux années qui suivirent, des rassemblements au niveau continental. En 2007 se déroulera le deuxième synode missionnaire, avec l'objectif d'approfondir les nouveaux modes de fonctionnement et la structure internationale paritaires.

##### 3. Activités et résultats

###### Programme de formation permanente

Parallèlement aux soutiens financiers par pays et par programmes, les contributions de la coopération par l'échange de personnes sont essentielles. L'accent est mis sur l'engagement de professionnels œcuméni-



Délégué(e)s de quatre continents pendant le premier Synode International paritaire à Bâle (2004)

ques du Nord dans des programmes et des projets des partenaires Sud sur les trois continents, avec accent sur le «capacity development» et l'«empowerment». En 2005 ces engagements concernaient 24 personnes envoyées, pour une durée moyenne de trois à cinq ans, dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, santé, HIV/SIDA, formation, droits humains, promotion de la paix, formation théologique et développement communautaire.

De la même manière, des représentants du Sud sont actifs en Suisse: à côté de deux employés permanents de Colombie et de Corée, quatre personnes d'Asie orientale ont séjourné en Suisse en 2006 avec des buts pastoraux, de même pour un professionnel africain du domaine de la formation. Ce potentiel Sud-Nord doit encore être renforcé avec l'aide des Eglises cantonales. Au-delà de larges actions de sensibilisation, les représentants du Sud peuvent aussi soutenir les campagnes de recherche de fonds. Dans le cadre du programme «Professional Exposure Program» (PEP), une offre de formation permanente de Mission 21, environ quinze professionnels s'engagent annuellement pour six à douze mois. A cette occasion, ceux-ci approfondissent leurs capacités professionnelles et développent leurs compétences sociales, tout en appuyant un projet d'un partenaire Sud. Dans une certaine mesure, on peut voir là également une prestation du Sud en faveur du Nord.

A côté de l'engagement de personnes du Nord comme du Sud, Mission 21 dispose d'un ample programme de formation incluant des voyages d'études et de rencontres. Mission 21 réalise des voyages de rencontre vers des Eglises partenaires et des organisations reli-

gieuses pour des personnes engagées professionnellement ou sur une base privée. De tels voyages sont partie intégrante du concept de formation de Mission 21 et doivent contribuer à faire connaître au public des relations de partenariat historiquement consolidées. Les destinataires sont tout autant des adeptes du travail missionnaire, que des voix plus critiques désireuses de se former une opinion sur le terrain. En outre, Mission 21 offre un large éventail de manifestations publiques, souvent mises en œuvre avec une participation active du Sud.

D'autres rencontres ont aussi lieu à l'occasion des «Workcamps» annuels, internationaux et œcuméniques, qui sont autant d'opportunités de vivre et de travailler en communauté avec des personnes du Sud. Finalement, mentionnons les ateliers internationaux sur des thèmes comme la globalisation (2005), le HIV/SIDA (2006) ou la religion pour la paix (2007). En tant que communauté ancrée au Sud et au Nord, Mission 21 est également active dans les réseaux internationaux comme le Conseil Œcuménique des Eglises ou l'Alliance Reformée Mondiale.

Mission 21 documente régulièrement les différents événements communs, à consulter par exemple sur son site Internet. Dans cette même perspective, les archives photographiques, récemment accessibles au public et valorisées comme un site de recherche interdisciplinaire de Mission 21, acquièrent également une signification internationale, en tant que contribution unique à la valorisation de 150 ans de mission et d'histoire sociale, et de mise en perspective des actuels partenariats au Sud.

#### 4. Dynamique

##### Echanger les expériences

Dans le cadre de Unité Mission 21 est la première et la seule des organisations suisses d'échange de personnes dans la coopération internationale, qui s'attèle à une réalisation radicale du principe de codécision paritaire avec le Sud dans un cadre global. Pour autant, les défis sont à la hauteur de cette ambition, tant au niveau des structures que du contenu: la présidente du synode missionnaire, la Camerounaise Grace Eneme, y fait allusion en parlant d'«un encouragement malgré les questions et les soucis».

Cette mise en réseau, renforcée par des programmes internationaux, se manifeste par exemple en Afrique avec le projet «training-of-trainers» où, avant tout, des femmes (et à l'avenir des jeunes) échangent leurs expériences dans le domaine de la formation et mettent en valeur, à l'échelle africaine, tant les ressources humaines que matérielles. Un autre exemple est donné en Asie où un réseau de conseil pour migrantes de dimension continentale se met en place, dans les pays d'émigration (Indonésie, Philippines) comme dans les pays de destination (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong).

##### Défis pour l'avenir

Albrecht Hieber, responsable du Département des relations internationales de Mission 21, esquisse trois défis principaux pour le futur:

- Le synode missionnaire doit d'une part faire preuve de compétences orientatrices pour fixer les points forts programmatiques, d'autre part mettre à l'ordre du jour la continuité de contenus et de personnes.
- Les mises en réseau Sud-Sud (comme «training for trainers» ou le réseau de conseil pour migrantes) doivent être concrétisées, consolidées et multipliées.
- Les échanges Sud-Nord-Sud, par exemple les ateliers thématiques internationaux, doivent être approfondis, à travers la valorisation des ressources mutuelles.

Une compréhension mutuelle envers les contextes respectifs doit être l'objet d'une attention particulière: pour les associations de soutien européennes qui priorisent l'importance de l'échange de personnes vis-à-vis, par exemple, des cofinancements de programme, plus prisés en Amérique latine. Au-delà, la structure commune Nord-Sud est un défi identitaire pour les acteurs Nord et Sud intégrés dans cet ensemble.

Fête internationale de la mission sur la Place du Marché à Bâle (2004): musique et danses passionnées



Travail de radio et littérature – un élément clé dans le partenariat international



# exemple

## Partenariat SolidarMed

### 1. Partenaires Nord et Sud SolidarMed

Fondée en 1926 et issue originellement des œuvres missionnaires catholiques, SolidarMed est l'Organisation suisse pour la coopération au développement médicale avec l'Afrique. SolidarMed s'engage afin que des soins médicaux de bases et dignes soient accessibles à une plus grande partie possible des populations des régions pauvres d'Afrique. SolidarMed travaille essentiellement avec des organisations partenaires locales et s'efforce à promouvoir la collaboration avec d'autres organisations, tant dans son travail à l'étranger qu'en Suisse.

#### Institutions du système de santé

Dans les années 1980, les hôpitaux religieux du Lesotho se sont retrouvés sous pression et ont souffert de problèmes de gestion. Les causes étaient multiples: les hôpitaux des églises étaient dispersés le long des pistes des caravanes et non le long des nouveaux axes routiers. L'avantage géographique devenait ainsi caduque. Le gouvernement a développé ses propres hôpitaux (grâce à une économie favorable) et généré une concurrence offrant des services plus avantageux. Au milieu des années '80, SolidarMed a également participé pendant dix ans aux coûts de fonctionnement des hôpitaux. Alors que dans les débuts, qua-

tre hôpitaux accueillait chacun deux voire trois médecins, il n'y a plus aujourd'hui que trois médecins et un conseiller technique engagés sur le terrain avec SolidarMed. La coopération actuelle concerne trois hôpitaux, une école pour la formation du personnel soignant, de même que CHAL (Christian Health Association of Lesotho), l'organisation faitière des hôpitaux religieux du Lesotho.

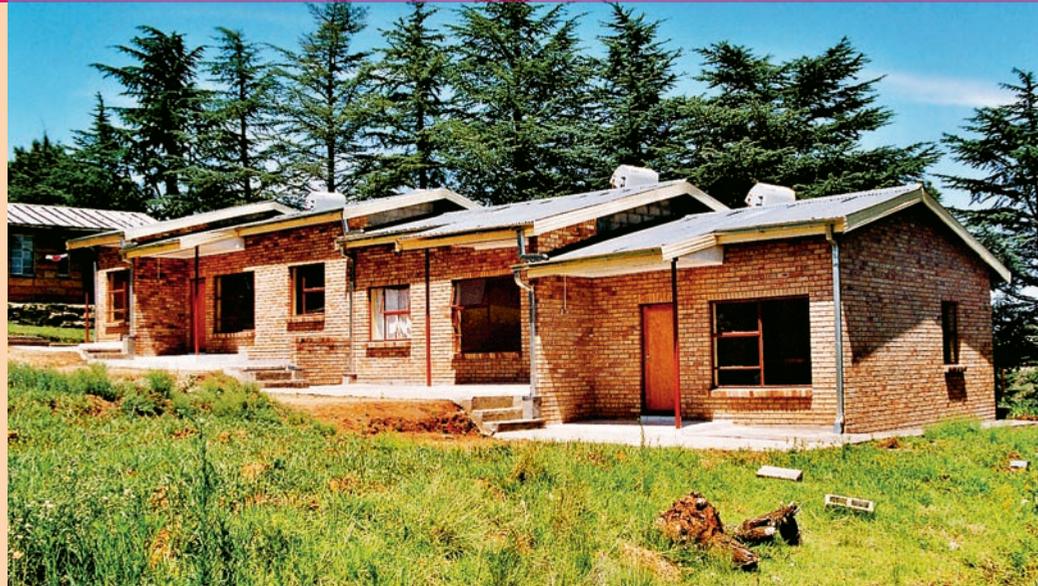
### 2. Le partenariat Hôpitaux religieux

Le partenariat de SolidarMed avec les hôpitaux religieux au Lesotho remonte à l'époque de la Doctoresse Berta Hardegger. De 1926 à 1966, SolidarMed n'avait pas encore d'engagements propres au Lesotho, mais mettait à disposition des médecins pour des engagements dans les hôpitaux missionnaires. Dès les années '70, au moment où l'aide publique suisse a afflué au Lesotho, plusieurs coopérateurs volontaires de SolidarMed ont été engagés dans le domaine hospitalier. Depuis la moitié des années '90, seuls des engagements stratégiques, s'inscrivant dans un «business-plan» élaboré par les hôpitaux, sont financés. La coopération de SolidarMed se concentre depuis sur le développement institutionnel des partenaires. Cette évolution vers un certain conditionnement de l'aide, bien qu'initialement difficile, s'est finalement avérée positive.



Deux des trois hôpitaux nationaux (Paray, Roma et Seboche), avec lesquels un partenariat est établi de longue date et qui se sont adaptés au processus, sont aujourd'hui en excellente position. Une autre évolution positive réside dans le fait, qu'après des années de négociations, l'Etat s'engage à mieux soutenir les hôpitaux religieux du pays dans le

Chaque hôpital partenaire au Lesotho gère un programme de santé de base



cadre d'un contrat à long terme. Il a l'intention de dédommager correctement ces hôpitaux, qui assurent environ la moitié de la couverture de santé du Lesotho. Dans le cadre du programme de santé du gouvernement, l'Etat assure le financement des salaires des employés des hôpitaux religieux.

Dans cette perspective, le gouvernement définit des standards de qualité que les hôpitaux doivent remplir. Sur cette base, l'Etat a récemment confié des contrats de prestations aux hôpitaux. Pour les hôpitaux partenaires de SolidarMed, ces éléments représentent une très bonne situation de départ. SolidarMed appuie ses partenaires hospitaliers dans l'obtention des standards de qualité définis par le gouvernement.

Actuellement, les problèmes résident au niveau de la direction stratégique des hôpitaux (conseils d'administration), lesquels n'offrent souvent pas les compétences professionnelles nécessaires. Avec pour conséquence une confiance encore parfois déficiente dans les nouvelles structures.

### 3. Activités et résultats

#### Organisation faîtière CHAL

##### (Christian Health Association of Lesotho)

Les hôpitaux religieux du Lesotho sont réunis dans une organisation faîtière (CHAL). Depuis 1997, un conseiller technique de SolidarMed appuie les quinze personnes engagées par

cette organisation, laquelle fournit avant tout des prestations aux hôpitaux membres. Le conseiller technique travaille aujourd'hui dans les bureaux de CHAL et soutient l'organisation, qui est à l'heure actuelle l'interlocuteur officiel du gouvernement pour la coopération avec les prestataires religieux du système de santé. Au Lesotho, SolidarMed n'agit pas directement avec le gouvernement mais offre ses apports via CHAL. Bien que CHAL soit l'organisation faîtière des hôpitaux ecclésiastiques, chaque hôpital a son développement propre, lequel est difficilement influençable de l'extérieur. On touche ici aux limites évidentes de cette coopération.

Les effets des engagements de SolidarMed peuvent être quantifiés dans la mesure où les hôpitaux atteignent les standards fixés par le gouvernement. Les éléments clefs sont le développement de l'organisation et des ressources humaines, ainsi que l'amélioration de l'infrastructure. Le concept d'un développement institutionnel par l'introduction d'un «busi-

ness-plan», qui a été appliqué avec succès au Lesotho, est maintenant en application dans d'autres pays, par exemple en Tanzanie.

### 4. Dynamique

#### Intégration des hôpitaux dans le secteur public

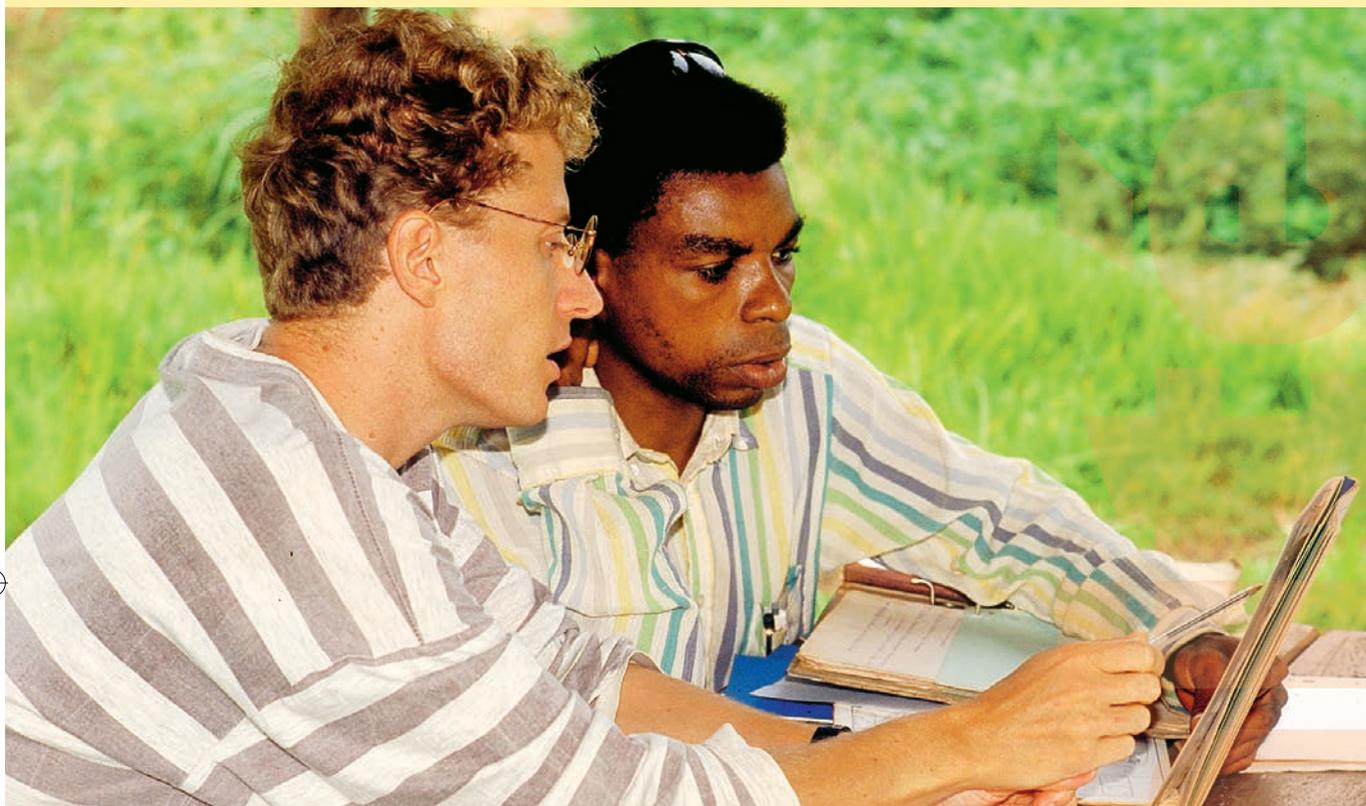
Le gouvernement s'efforce d'intégrer les hôpitaux religieux dans le secteur public, dans l'optique d'une amélioration du système de santé au Lesotho. Les hôpitaux reçoivent - liés à un contrat de prestations - des moyens de fonctionnement. Cependant, actuellement, la confiance envers l'Etat est encore déficiente pour ce qui est de transférer réellement les montants promis. Malgré la disponibilité de ces moyens, les versements se font encore de manière irrégulière. L'objectif de SolidarMed est d'obtenir une bonne intégration des hôpitaux dans le secteur public. C'est pourquoi une valeur particulière est accordée au développement institutionnel. Comme les nouveaux contrats de prestations ne sont pas encore en vigueur, il faudra au moins deux ans avant que les premiers résultats de cette nouvelle forme de fonctionnement puissent être évalués.

Depuis 2005 SolidarMed soutient ses hôpitaux partenaires dans le cadre de son programme ART (thérapie du SIDA avec anti-rétroviraux), dans le conseil, le traitement et les soins de malades atteints du SIDA. Pour soulager les hôpitaux et pour le bien des patients, le traitement et les soins des malades à leur domicile dans la périphérie sont favorisés.

#### Le Lesotho en bref

*Le Lesotho, anciennement Basutoland, est une monarchie parlementaire du sud de l'Afrique. Ce royaume montagneux est une des rares nations africaines ethniquement homogènes, bénéficiant d'une unité de culture, de tradition et d'identité. Les 2 millions d'habitants du pays (30 350 km<sup>2</sup>) sont presque complètement (environ 99%) rattachés au Basotho, peuple Bantu du Sud, lequel a rassemblé plusieurs clans individuels, sous l'autorité du chef Moshoe-shoe I. D'autres groupes comme les Zoulous, Xhosa, Européens et Asiatiques représentent de petites minorités ethniques. A cause des caractéristiques géographiques, la population est particulièrement mal répartie dans le territoire national. 70% des habitants vivent dans la partie basse occidentale, de préférence dans les vallées fluviales. C'est là que se trouve également la zone restreinte de terres fertiles du pays. L'agglomération la plus importante est la capitale Maseru et ses proches environs.*

Planification commune: Empowerment  
du peuple autochtone des Pygmées  
en République Centrafricaine



*«L'échange de personnes dans la coopération fournit sa contribution à la mission essentielle de la coopération au développement, à savoir la lutte contre la pauvreté au Sud. Elle offre cependant aussi sa <contribution au développement> ici chez nous au Nord.»*

Walter Fust, Direction du Développement et de la Coopération DDC



Promotion des femmes  
auprès de la population défavorisée des  
Pygmées en République  
Centrafricaine

© 2007 Unité

Unité  
Plate-forme suisse pour  
l'échange de personnes dans la  
coopération internationale  
Mattenhofstrasse 33, 3007 Berne  
info@unite-ch.org  
www.unite-ch.org

Photos: BMI, E-Changer, GVOM,  
Interagire, Interteam, Mission 21,  
SolidarMed, Unité

Concept et graphisme: Clerici Partner AG, Zurich  
Impression: ROPRESS Genossenschaft, Zurich  
Imprimé avec des couleurs bio –  
sur Cyclus Offset, 100 % papier recyclé